



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/42/910
21 décembre 1987

ORIGINAL : FRANCAIS

Quarante-deuxième session
Point 115 de l'ordre du jour

PROJET DE BUDGET-PROGRAMME POUR L'EXERCICE BIENNAL 1988-1989

Rapport de la Cinquième Commission

Rapporteur : M. Félix ABOLY-BI-KOUASSI (Côte d'Ivoire)

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION	1 - 9	5
II. EXAMEN EN PREMIERE LECTURE DU PROJET DE BUDGET-PROGRAMME	10 - 39	7
Chapitre 1. Politique, direction et coordination d'ensemble	12 - 13	13
Chapitre 2A. Affaires politiques et affaires du Conseil de sécurité : maintien de la paix	14 - 15	14
Chapitre 3. Affaires politiques, tutelle et décolonisation	16 - 18	14
Chapitre 6A. Département des affaires économiques et sociales internationales	19	16
Chapitre 6B. Activités concernant les questions de développement social à l'échelle mondiale	20 - 21	16
Chapitre 8. Bureau des services du Secrétariat pour les questions économiques et sociales	22	16

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u> s
Chapitre 13. Commission économique pour l'Afrique	23 - 24	16
Chapitre 14. Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale	25	17
Chapitre 15. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	26 - 27	17
Chapitre 17. Centre pour la science et la technique au service du développement	28	18
Chapitre 18. Programme des Nations Unies pour l'environnement	29	18
Chapitre 19. Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)	30 - 31	18
Chapitre 21. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	32	19
Chapitre 23. Droits de l'homme	33 - 34	19
Chapitre 27. Information	35 - 36	20
Chapitre 28. Administration et gestion	37	21
Chapitre 29. Services de conférence et bibliothèques ..	38	21
Chapitre 32. Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien	39	21
III. EXAMEN EN DEUXIEME LECTURE DU PROJET DE BUDGET	40 - 44	21
IV. EXAMEN DE SUJETS PARTICULIERS	45 - 67	40
1. Montants estimatifs révisés au chapitre 28I, partie 1 (Commission de la fonction publique internationale), au chapitre 31 (Contributions du personnel), au chapitre premier des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel) et au chapitre 2 des recettes (Recettes générales)	45 - 46	40
2. Application de la résolution 41/213 de l'Assemblée générale : aspects touchant le programme et le budget - mise à jour du rapport intérimaire du Secrétaire général (A/42/234 et Cor. 1)	47 - 48	41

/...

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
3. Montants estimatifs révisés au chapitre 32 (Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien)	49	41
4. Montants estimatifs révisés au chapitre 15 (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement), au chapitre 31 (Contributions du personnel), au chapitre premier des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel) et au chapitre 2 des recettes (Recettes générales)	50	41
5. Centre international de calcul - projet de budget pour 1988	51	41
6. Prêt à l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel : crédit spécial ouvert aux termes de la résolution 40/253 de l'Assemblée générale	52	42
7. Montants estimatifs révisés comme suite aux décisions prises par le Conseil économique et social à ses première et seconde sessions ordinaires de 1987	53 - 54	42
8. Montants estimatifs révisés au chapitre 28E (Division des services de gestion)	55	43
9. Service des conférences unique pour les organismes des Nations Unies au Centre international de Vienne	56 - 57	43
10. Montants estimatifs révisés résultant de la recommandation du Conseil d'administration de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement figurant dans le rapport du Secrétaire général (A/42/611)	58 - 59	43
11. Montants estimatifs révisés : effet de l'évolution des taux de change et d'inflation	60	44
12. Traitement et pension de retraite du Secrétaire général et traitement du Directeur général au développement et à la coopération économique internationale et de l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement ..	61	44

/...

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
13. Les problèmes et les coûts du stockage dans les organismes des Nations Unies	62 - 63	44
14. Publications de la Cour internationale de Justice ..	64 - 65	45
15. Recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires relatives au projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1988-1989	66	45
16. Fonds de réserve dans le budget-programme de l'exercice biennal 1988-1989	67	45
V. RECOMMANDATIONS DE LA CINQUIEME COMMISSION	68	46

I. INTRODUCTION

1. Au titre du point 115 de l'ordre du jour, la Cinquième Commission a examiné le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1988-1989. La Commission recommande d'ouvrir des crédits d'un montant brut de 1 769 586 300 dollars (voir par. 68, projet de résolution II A) et d'approuver des prévisions de recettes d'un montant de 337 330 200 dollars (voir par. 68, projet de résolution II B). En conséquence, le montant net des dépenses pour l'exercice biennal 1988-1989 est estimé à 1 432 256 100 dollars 1/.
2. La Commission recommande que le montant du Fonds de roulement soit fixé à 100 millions de dollars.
3. La Commission recommande, en outre, un montant estimatif de 271 019 900 dollars pour les contributions du personnel à virer au cours de l'exercice biennal 1988-1989 au Fonds de péréquation des impôts, dont les soldes créditeurs sont répartis entre les Etats Membres conformément aux dispositions de la résolution 973 (X) de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1955.
4. Pour examiner le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1988-1989, la Commission était saisie, comme documents de base, du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1988-1989 présenté par le Secrétaire général (A/42/6), du premier rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1988-1989 2/ et du rapport du Comité du programme et de la coordination (CPC) sur les travaux de sa vingt-septième session [A/42/16 (Partie I et Add.1 et Partie II)]. La Commission a examiné des montants estimatifs révisés concernant divers chapitres du budget, en se fondant sur des rapports ultérieurs du Secrétaire général et du Comité consultatif.
5. Le débat général sur le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1988-1989 a eu lieu de la 14^e à la 25^e séance et à la 27^e séance, du 19 octobre au 9 novembre et le 10 novembre 1987; il est résumé dans les comptes rendus analytiques pertinents (A/C.5/40/SR.14 à 25 et 27).
6. Le Secrétaire général, le Président du Comité consultatif et le Vice-Président du CPC ont fait des déclarations devant la Commission à sa 12^e séance, le 16 octobre (A/C.5/40/SR.12).

1/ L'exécution du budget pour l'année 1988 fait l'objet du projet de résolution II C (voir par. 68).

2/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-deuxième session, Supplément No 7 (A/42/7 et Add.2).

7. Chaque chapitre du projet de budget-programme a été approuvé en première lecture étant entendu que la Commission y reviendrait en deuxième lecture après avoir examiné, d'une part, les recommandations générales formulées par le Comité consultatif au chapitre I de son premier rapport sur le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1988-1989 3/ et, d'autre part, pour chaque chapitre, les incidences de l'application de la résolution 41/213 de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1986.

8. Les réserves formulées par des délégations en ce qui concerne certains objets de dépenses prévus au projet de budget sont consignées dans les comptes rendus analytiques pertinents de la Commission.

9. La Commission a examiné en première lecture les divers chapitres du projet de budget-programme au cours des séances indiquées ci-après :

<u>Chapitres des dépenses</u>	<u>Séances</u>
1er	26e et 28e
2A	31e
2B	31e
3	31e
4	32e
5A	33e
5B	33e
6A	33e
6B	33e
7	34e et 36e
8	34e
9	34e et 36e
10	36e
11	37e
12	37e et 38e
13	38e, 39e, 40e, 46e et 50e
14	40e
15	41e
16	37e et 38e
17	41e
18	40e, 41e et 50e
19	41e
20	41e
21	41e
22	41e
23	41e et 42e
24	42e
25	42e
26	42e

3/ Ibid., Supplément No 7 (A/42/7).

Chapitres des dépenses

Séances

27	42e, 43e, 45e, 46e et 47e
28	43e, 44e, 45e et 46e
29	46e et 47e
30	48e
31	41e et 50e
32	49e
33	48e

Chapitres des recettes

1	41e et 50e
2	48e
3	48e

II. EXAMEN EN PREMIERE LECTURE DU PROJET DE BUDGET-PROGRAMME

10. Les résultats des décisions prises par la Commission lors de l'examen en première lecture des différents chapitres des dépenses et des recettes ont été les suivants :

Chapitre	Montant recommandé	Voix pour	Voix contre	Abstentions
(En milliers de dollars des Etats-Unis)				
<u>Chapitres des dépenses</u>				
TITRE Ier	<u>Politique, direction et coordination d'ensemble</u>			
1er	Politique, direction et coordination d'ensemble	42 382,0	Approuvé sans vote 4/	
TITRE II.	<u>Affaires politiques et affaires du Conseil de sécurité; maintien de la paix</u>			

4/ Il a été procédé à un vote séparé (enregistré) sur la rubrique 7 de la section A du chapitre premier et la rubrique 4 de la section B du même chapitre; les résultats du vote sont indiqués au paragraphe 12.

Chapitre	Montant recommandé	Voix pour	Voix contre	Abstentions
(En milliers de dollars des Etats-Unis)				
<u>Chapitres des dépenses</u>				
2A. Affaires politiques et affaires du Conseil de sécurité; maintien de la paix	75 731,8		Approuvé sans vote	<u>5/</u>
2B. Affaires de désarmement	8 755,5		Approuvé sans vote	
TITRE III. <u>Affaires politiques, tutelle et décolonisation</u>				
3. Affaires politiques, tutelle et décolonisation	30 503,7		Approuvé sans vote	<u>6/</u>
TITRE IV. <u>Activités économiques, sociales et humanitaires</u>				
4. Organes directeurs (activités économiques et sociales)	1 149,4		Approuvé sans vote	
5A. Bureau du Directeur général au développement et à la coopération économique internationale	3 783,0		Approuvé sans vote	
5B. Bureau de liaison des commissions régionales	628,9		Approuvé sans vote	

5/ Il a été procédé à un vote séparé (enregistré) sur la section C du chapitre 2A; les résultats du vote sont indiqués au paragraphe 14.

6/ Dans le cadre du chapitre 3 il a été procédé à un vote séparé (enregistré) sur la rubrique 3 de la section A et la rubrique 3 de la section C, et à un autre vote sur les rubriques 1 et 3 de la section E; les résultats de ces deux votes sont indiqués dans les paragraphes 16 et 17.

Chapitre	Montant recommandé	Voix pour	Voix contre	Abstentions
(En milliers de dollars des Etats-Unis)				
<u>Chapitres des dépenses</u>				
6A. Département des affaires économiques et sociales internationales	39 083,0			Approuvé sans vote
6B. Activités concernant les questions de développement social à l'échelle mondiale	9 354,2			Approuvé sans vote
7. Département de la coopération technique pour le développement	19 042,5			Approuvé sans vote
8. Bureau des services du Secrétariat pour les questions économiques et sociales	- 7/			
9. Sociétés transnationales	9 210,3			Approuvé sans vote
10. Commission économique pour l'Europe	28 926,1			Approuvé sans vote
11. Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	32 135,9			Approuvé sans vote
12. Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes	39 458,4			Approuvé sans vote
13. Commission économique pour l'Afrique	42 556,0			Approuvé sans vote
14. Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale	31 944,5	81	2	1

7/ Voir par. 22.

/...

Chapitre	Montant recommandé	Voix pour	Voix contre	Abstentions
(En milliers de dollars des Etats-Unis)				
<u>Chapitres des dépenses</u>				
15. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	63 215,8		Approuvé sans vote	11/
16. Centre du commerce international	12 242,8		Approuvé sans vote	
17. Centre pour la science et la technique au service du développement	3 887,2		Approuvé sans vote	
18. Programme des Nations Unies pour l'environnement	10 286,5		Approuvé sans vote	
19. Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)	8 100,0		Approuvé sans vote	9/
20. Contrôle international des drogues	6 698,6		Approuvé sans vote	
21. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	35 339,0		Approuvé sans vote	
22. Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe	6 082,5		Approuvé sans vote	

8/ Il a été procédé à un vote séparé (enregistré) sur la section B du chapitre 15; les résultats du vote sont indiqués au paragraphe 26.

9/ Il a été procédé à un vote séparé (enregistré) sur la section C du chapitre 19; les résultats du vote sont indiqués au paragraphe 30.

Chapitre	Montant recommandé	Voix pour	Voix contre	Abstentions
(En milliers de dollars des Etats-Unis)				
<u>Chapitres des dépenses</u>				
23.	Droits de l'homme	13 798,9	Approuvé sans vote <u>10/</u>	
24.	Programme ordinaire de coopération technique	31 147,1	Approuvé sans vote	
TITRE V.	<u>Justice internationale et droit international</u>			
25.	Cour internationale de Justice	11 012,1	Approuvé sans vote	
26.	Activités juridiques	15 390,4	Approuvé sans vote	
TITRE VI.	<u>Information</u>			
27.	Information	73 426,8	Approuvé sans vote <u>11/</u>	
TITRE VII.	<u>Services communs d'appui</u>			
28.	Administration et gestion	344 424,7	Approuvé sans vote	
29.	Services de conférence et bibliothèques	296 564,4	Approuvé sans vote	
TITRE VIII.	<u>Dépenses spéciales</u>			
30.	Obligations émises par l'Organisation des Nations Unies	3 520,8	Approuvé sans vote	

10/ Il a été procédé à un vote séparé (enregistré) sur la section A du chapitre 23; les résultats du vote sont indiqués au paragraphe 33.

11/ Il a été procédé à un vote séparé (enregistré) sur la section B.1 6) vi) a) du chapitre 27; les résultats du vote sont indiqués au paragraphe 35.

/...

Chapitre	Montant recommandé	Voix pour	Voix contre	Abstentions
(En milliers de dollars des Etats-Unis)				
<u>Chapitres des dépenses</u>				
TITRE IX. <u>Contributions du personnel</u>				
31. Contributions du personnel	262 282,2		Approuvé sans vote	<u>12/</u>
TITRE X. <u>Dépenses d'équipement</u>				
32. Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien	17 874,8		Approuvé sans vote	
<u>Chapitres des recettes</u>				
1. Recettes provenant des contributions du personnel	265 797,1		Approuvé sans vote	<u>12/</u>
2. Recettes générales	51 136,4		Approuvé sans vote	<u>12/</u>
3. Activités productrices de recettes	14 088,0		Approuvé sans vote	

12/ Ces montants sont les chiffres corrigés approuvés par la Commission à ses 48e et 50e séances les 30 novembre et 1er décembre, compte tenu des changements nécessaires du fait de l'approbation des montants révisés indiqués dans le document A/C.5/42/1. A sa 46e séance, la Commission, en approuvant en première lecture les crédits à inscrire au chapitre 28, a approuvé une réduction de 2 000 dollars indiquée dans ces montants révisés. En conséquence, et comme il était expliqué dans le document A/C.5/42/1, les prévisions initiales ont été ajustées comme suit : a) augmentation de 200 dollars au chapitre 31 des dépenses; b) augmentation de 200 dollars au chapitre premier des recettes; et c) diminution de 1 200 dollars au chapitre 2 des recettes. Ces ajustements n'ont pas été expressément mentionnés durant les 48e et 50e séances, lorsque la Commission a approuvé en première lecture les montants ci-après : a) 262 282 000 dollars au chapitre 31 des dépenses; b) 265 796 900 dollars au chapitre premier des recettes; et c) 51 137 600 dollars au chapitre 2 des recettes. Les chiffres correspondants du tableau ci-dessus ont maintenant été ajustés, de façon à assurer la cohérence des décisions de la Commission concernant les différents chapitres considérés.

/...

11. Les paragraphes qui suivent rendent compte des décisions prises par la Commission sur des propositions faites par des délégations concernant certains chapitres, lors de l'examen en première lecture du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1988-1989 (A/42/6) et du premier rapport y relatif du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires 13/.

Chapitre premier. Politique, direction et coordination d'ensemble

12. A sa 28e séance, le 11 novembre, la Commission a procédé à un vote séparé sur la rubrique 7 de la section A du chapitre premier (Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien) ainsi que sur la rubrique 4 de la section B du même chapitre (Division des droits des Palestiniens). Par 87 voix contre une, avec 14 abstentions, la Commission a approuvé l'ouverture d'un crédit de 87 700 dollars à la rubrique 7 de la section A du chapitre premier et l'ouverture d'un crédit de 2 827 500 dollars à la rubrique 4 de la section B du même chapitre. Le vote a été enregistré et les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Algérie, Arabie saoudite, Argentine, Bahreïn, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Birmanie, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunei, Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Egypte, Emirats arabes unis, Espagne, Ethiopie, Fidji, Finlande, Gabon, Ghana, Grèce, Guinée, Guinée-Bissau, Hongrie, Inde, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Maroc, Mongolie, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Panama, Pérou, Pologne, Qatar, République centrafricaine, République démocratique allemande, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Rwanda, Singapour, Somalie, Soudan, Suède, Swaziland, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

Ont voté contre : Etats-Unis d'Amérique.

Se sont abstenus : Allemagne, République fédérale d', Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, France, Irlande, Italie, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

13. La Commission a ensuite approuvé en première lecture, sans procéder à un vote, l'ouverture d'un crédit de 42 382 000 dollars au chapitre premier du budget-programme de l'exercice biennal 1988-1989.

Chapitre 2A. Affaires politiques et affaires du Conseil
de sécurité : maintien de la paix

14. A sa 31e séance, le 13 novembre, la Commission a procédé à un vote séparé concernant l'ouverture d'un crédit de 2 274 900 dollars à la section C du chapitre 2A, pour le Bureau du représentant spécial du Secrétaire général pour le droit de la mer. La Commission a approuvé ce crédit par 95 voix contre 2, avec 5 abstentions. Le vote a été enregistré et les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Algérie, Allemagne, République fédérale d', Angola, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Bénin, Birmanie, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Danemark, Egypte, Emirats arabes unis, Ethiopie, Fidji, Finlande, France, Ghana, Grèce, Guinée-Bissau, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Islande, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Koweït, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Maroc, Mexique, Mongolie, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, République centrafricaine, République démocratique allemande, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Rwanda, Samoa, Sénégal, Singapour, Somalie, Soudan, Suède, Swaziland, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yougoslavie, Zaïre, Zimbabwe.

Ont voté contre : Etats-Unis d'Amérique, Turquie.

Se sont abstenus : Belgique, Espagne, Luxembourg, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

15. La Commission a ensuite approuvé en première lecture, sans procéder à un vote, l'ouverture d'un crédit de 75 731 800 dollars à la section A du chapitre 2 du budget-programme de l'exercice biennal 1988-1989.

Chapitre 3. Affaires politiques, tutelle et décolonisation

16. Egalement à sa 31e séance, la Commission a procédé à un vote séparé concernant l'ouverture d'un crédit de 589 200 dollars à la rubrique 3 de la section A du chapitre 3, pour l'African National Congress et le Pan Africanist Congress, et l'ouverture d'un crédit de 839 700 dollars à la rubrique 3 de la section C du même chapitre, pour la South West Africa People's Organization. La Commission a approuvé l'ouverture de ces crédits par 94 voix contre 2, avec 6 abstentions. Le vote a été enregistré et les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Algérie, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Bénin, Birmanie, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Danemark, Egypte, Emirats arabes unis, Espagne, Ethiopie, Fidji, Finlande, Ghana, Grèce, Guinée, Guinée-Bissau, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Irlande, Islande, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Koweït, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Maroc, Mexique, Mongolie, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pérou, Philippines, Qatar, République centrafricaine, République démocratique allemande, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Rwanda, Sénégal, Singapour, Somalie, Soudan, Suède, Swaziland, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zaïre, Zimbabwe.

Ont voté contre : Etats-Unis d'Amérique, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Se sont abstenus : Allemagne, République fédérale d', Belgique, France, Italie, Pays-Bas, Portugal.

17. A la même séance, par 75 voix contre 14, avec 8 abstentions, la Commission a approuvé l'ouverture d'un crédit de 110 300 dollars à la rubrique 1 de la section E du chapitre 3, pour le Comité spécial de la Conférence internationale sur le Kampuchea, et l'ouverture d'un crédit de 481 400 dollars à la rubrique 3 de cette même section, pour le Bureau du représentant spécial du Secrétaire général pour la coordination des programmes d'assistance humanitaire au peuple kampuchéen. Le vote a été enregistré et les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Allemagne, République fédérale d', Arabie saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Belgique, Birmanie, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Danemark, Egypte, Emirats arabes unis, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Fidji, Finlande, France, Ghana, Grèce, Guinée, Guinée-Bissau, Indonésie, Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Koweït, Lesotho, Libéria, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Maroc, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Portugal, Qatar, République centrafricaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Sénégal, Singapour, Somalie, Soudan, Suède, Swaziland, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Turquie, Uruguay, Venezuela, Yougoslavie, Zaïre.

/...

Ont voté contre : Angola, Bulgarie, Congo, Cuba, Hongrie, Jamahiriya arabe libyenne, Mongolie, République démocratique allemande, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Viet Nam, Yémen démocratique.

Se sont abstenus : Bénin, Burkina Faso, Inde, Madagascar, Mexique, Nicaragua, République-Unie de Tanzanie, Yémen.

18. La Commission a ensuite approuvé en première lecture, sans procéder à un vote, l'ouverture d'un crédit de 30 503 700 dollars au chapitre 3 du budget-programme de l'exercice biennal 1988-1989.

Chapitre 6A. Département des affaires économiques et sociales internationales

19. A sa 33e séance, le 16 novembre, la Commission a approuvé en première lecture, sans procéder à un vote, l'ouverture d'un crédit de 39 083 000 dollars au chapitre 6A du budget-programme de l'exercice biennal 1988-1989.

Chapitre 6B. Activités concernant les questions de développement social à l'échelle mondiale

20. Egalement à sa 33e séance, la Commission a approuvé en première lecture, sans procéder à un vote, l'ouverture d'un crédit de 9 354 200 dollars au chapitre 6B du budget-programme de l'exercice biennal 1988-1989.

21. La Commission a approuvé les chapitres 6A et 6B étant entendu qu'avant l'examen en deuxième lecture elle reviendrait sur la question de l'application de la recommandation formulée par le Comité du programme et de la coordination au paragraphe 138 de son rapport [A/42/16 (Partie I)], compte tenu du complément d'information qui lui serait fourni, ainsi que sur les questions concernant la division du chapitre 6 en deux chapitres distincts (6A et 6B), l'application à ce chapitre de la résolution 41/213 de l'Assemblée générale, et la désignation des priorités dans le projet de budget-programme.

Chapitre 8. Bureau des services du Secrétariat pour les questions économiques et sociales

22. A sa 34e séance, le 17 novembre, la Commission a décidé de traiter avant la deuxième lecture des questions relatives au chapitre 8.

Chapitre 13. Commission économique pour l'Afrique

23. A sa 50e séance, le 1er décembre, la Commission a approuvé en première lecture, sans procéder à un vote, l'ouverture d'un crédit de 42 556 000 dollars au chapitre 13 du budget-programme de l'exercice biennal 1988-1989, étant entendu que, prenant acte du rapport du Secrétaire général (A/42/674) sur l'exécution du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique et de l'intention exprimée par le Secrétaire général

/...

d'accorder la priorité à l'Afrique dans le budget-programme de l'exercice biennal 1988-1989, la Commission demanderait qu'un nouveau rapport soit présenté à l'Assemblée générale lors de sa quarante-troisième session, par l'intermédiaire du CPC. Ce rapport devrait clairement identifier, dans les chapitres correspondants du budget-programme, les activités (sous-programmes, éléments de programme et produits) et ressources connexes représentant de la part de l'ONU des apports à l'exécution du Programme d'action. Le Secrétaire général devrait également proposer dans ce rapport des solutions efficaces pour remédier au taux élevé de vacances de poste qui persiste à la Commission économique pour l'Afrique.

24. En attendant que l'Assemblée générale examine ce rapport, le Secrétaire général, en consultation avec le Comité consultatif, devrait veiller à ce que, conformément à la recommandation figurant au paragraphe 137 du rapport du CPC [A/42/16 (Partie I)], la Commission dispose de ressources suffisantes pour exécuter intégralement son programme de travail, compte tenu des priorités établies.

Chapitre 14. Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale

25. A sa 40e séance, le 21 novembre, la Commission a approuvé en première lecture, par 81 voix contre 2, avec une abstention, l'ouverture d'un crédit de 31.944 500 dollars au chapitre 14 du budget-programme de l'exercice biennal 1988-1989.

Chapitre 15. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

26. A sa 41e séance, le 23 novembre, la Commission a procédé à un vote séparé concernant l'ouverture d'un crédit de 511 700 dollars à la section B du chapitre 15, pour l'élément de programme 1.3 [Groupe économique spécial (peuple palestinien)]. La Commission a approuvé ce crédit par 61 voix contre 2, avec 15 abstentions. Le vote a été enregistré et les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Algérie, Arabie saoudite, Argentine, Autriche, Bangladesh, Birmanie, Brésil, Brunei Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Chine, Côte d'Ivoire, Cuba, Egypte, Emirats arabes unis, Ethiopie, Finlande, Grèce, Guinée-Bissau, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Irlande, Jamahiriya arabe libyenne, Japon, Jordanie, Koweït, Libéria, Malaisie, Maldives, Mexique, Nicaragua, Nigéria, Oman, Ouganda, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, République démocratique allemande, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Rwanda, Sénégal, Singapour, Sri Lanka, Suède, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zaïre.

Ont voté contre : Etats-Unis d'Amérique, Israël.

/...

Se sont abstenus : Allemagne, République fédérale d', Australie, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, France, Islande, Italie, Norvège, Nouvelle-Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

27. La Commission a ensuite approuvé en première lecture, sans procéder à un vote, l'ouverture d'un crédit de 63 215 800 dollars au chapitre 15 du budget-programme de l'exercice biennal 1988-1989.

Chapitre 17. Centre pour la science et la technique au service du développement

28. Egalement à sa 41e séance, la Commission a approuvé en première lecture, sans procéder à un vote, l'ouverture d'un crédit de 3 887 200 dollars au chapitre 17 du budget-programme de l'exercice biennal 1988-1989, étant entendu que, lorsque le Secrétaire général préparerait des montants estimatifs révisés, il tiendrait compte de la décision prise à la présente session par l'Assemblée générale sur la recommandation de la Deuxième Commission.

Chapitre 18. Programme des Nations Unies pour l'environnement

29. A sa 50e séance, la Commission a approuvé en première lecture, sans procéder à un vote, l'ouverture d'un crédit de 10 286 500 dollars au chapitre 18 du budget-programme de l'exercice biennal 1988-1989, étant entendu que la question des services à fournir au Comité de représentants permanents serait réexaminée avant la deuxième lecture du projet de budget-programme.

Chapitre 19. Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)

30. A sa 41e séance, la Commission a procédé à un vote séparé concernant l'ouverture d'un crédit de 69 100 dollars à la section C du chapitre 19 du budget-programme de l'exercice biennal 1988-1989. La Commission a approuvé ce crédit par 81 voix contre une, avec 10 abstentions. Le vote a été enregistré et les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Arabie saoudite, Argentine, Autriche, Bahreïn, Bangladesh, Bénin, Birmanie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Chili, Chine, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Danemark, Egypte, Emirats arabes unis, Espagne, Ethiopie, Fidji, Finlande, Ghana, Grèce, Guinée-Bissau, Guyana, Honduras, Hongrie, Indonésie, Iran (République islamique d'), Irlande, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malaisie, Maldives, Maroc, Mongolie, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Oman, Ouganda, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, République démocratique allemande, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Rwanda, Sénégal, Singapour, Soudan,

/...

Sri Lanka, Suède, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zaïre.

Ont voté contre : Etats-Unis d'Amérique.

Se sont abstenus : Allemagne, République fédérale d', Australie, Belgique, Canada, France, Italie, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

31. La Commission a ensuite approuvé en première lecture, sans procéder à un vote, l'ouverture d'un crédit de 8 100 000 dollars au chapitre 19 du budget-programme de l'exercice biennal 1988-1989.

Chapitre 21. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

32. Egalement à sa 41e séance, la Commission a approuvé en première lecture, sans procéder à un vote, l'ouverture d'un crédit de 35 339 000 dollars au chapitre 21 du budget-programme de l'exercice biennal 1988-1989, étant entendu qu'elle reviendrait sur la question soulevée dans les paragraphes 21.18 et 21.30 du chapitre 21 du projet de budget-programme (A/42/6, chap. 21) lorsqu'elle examinerait le rapport du Comité consultatif concernant l'état des incidences sur le budget-programme du projet de résolution C recommandé par la Cinquième Commission au paragraphe 8 de son rapport (A/42/764) sur le point 120 de l'ordre du jour (Plan des conférences).

Chapitre 23. Droits de l'homme

33. A sa 42e séance, le 24 novembre, la Commission a procédé à un vote séparé concernant l'ouverture d'un crédit de 612 800 dollars à la section A du chapitre 23 du budget-programme de l'exercice biennal 1988-1989. La Commission a approuvé ce crédit par 66 voix contre 2, avec 15 abstentions. Le vote a été enregistré et les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Arabie saoudite, Argentine, Bahreïn, Bénin, Bhoutan, Botswana, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Cameroun, Chine, Chypre, Congo, Côte d'Ivoire, Emirats arabes unis, Finlande, Guinée, Guinée-Bissau, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Libéria, Malaisie, Mali, Maroc, Mexique, Mongolie, Nicaragua, Nigéria, Oman, Panama, Philippines, Pologne, Qatar, République centrafricaine, République démocratique allemande, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Rwanda, Sénégal, Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie.

Ont voté contre : Etats-Unis d'Amérique, Israël.

Se sont abstenus : Allemagne, République fédérale d', Australie, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, France, Islande, Italie, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Zaïre.

34. La Commission a ensuite approuvé en première lecture, sans procéder à un vote, l'ouverture d'un crédit de 13 798 900 dollars au chapitre 23 du budget-programme de l'exercice biennal 1988-1989.

Chapitre 27. Information

35. A sa 47e séance, le 27 novembre, la Commission a procédé à un vote séparé concernant l'ouverture d'un crédit de 649 200 dollars à la rubrique 1 b) vi) a) de la section B du chapitre 27, pour des activités spéciales d'information sur la question de Palestine. La Commission a approuvé ce crédit par 84 voix contre 2, avec 13 abstentions. Le vote a été enregistré et les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Algérie, Arabie saoudite, Argentine, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bénin, Bhoutan, Birmanie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Chili, Chine, Congo, Cuba, Egypte, Emirats arabes unis, Espagne, Ethiopie, Fidji, Finlande, Ghana, Grèce, Guinée, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Irlande, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, Libéria, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Maroc, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Nigéria, Oman, Ouganda, Pakistan, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, République centrafricaine, République démocratique allemande, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Rwanda, Sénégal, Singapour, Somalie, Soudan, Suède, Swaziland, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela, Viet Nam, Yougoslavie, Zimbabwe.

Ont voté contre : Etats-Unis d'Amérique, Israël.

Se sont abstenus : Allemagne, République fédérale d', Australie, Belgique, Canada, Costa Rica, Danemark, France, Italie, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord,

36. La Commission a ensuite approuvé en première lecture, sans procéder à un vote, l'ouverture d'un crédit de 73 426 800 dollars au chapitre 27 du budget-programme de l'exercice biennal 1988-1989, étant entendu qu'elle reviendrait sur ce chapitre avant la deuxième lecture, compte tenu du complément d'information qui lui serait fourni.

Chapitre 28. Administration et gestion

37. A sa 46e séance, le 27 novembre, la Commission a approuvé en première lecture, sans procéder à un vote, l'ouverture d'un crédit de 344 424 700 dollars au chapitre 28 du budget-programme de l'exercice biennal 1988-1989, étant entendu que la question des études que devrait entreprendre la Commission de la fonction publique internationale serait examinée dans le cadre de consultations sur le rapport de la CFPI 14/.

Chapitre 29. Services de conférence et bibliothèques

38. A sa 47e séance, la Commission a approuvé en première lecture, sans procéder à un vote, l'ouverture d'un crédit de 296 564 400 dollars au chapitre 29 du budget-programme de l'exercice biennal 1988-1989, étant entendu qu'elle reviendrait ultérieurement sur la question de la réduction (3 100 000 dollars) des crédits prévus pour le personnel temporaire, lorsqu'elle examinerait les recommandations générales du Comité consultatif.

Chapitre 32. Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien

39. A sa 49e séance, le 1er décembre, la Commission a approuvé en première lecture, sans procéder à un vote, l'ouverture d'un crédit de 17 874 800 dollars au chapitre 32 du budget-programme de l'exercice biennal 1988-1989, étant entendu qu'elle reviendrait sur la question des travaux de construction à Bangkok et à Addis-Abeba avant la deuxième lecture du projet de budget-programme.

III. EXAMEN EN DEUXIEME LECTURE DU PROJET DE BUDGET

40. Les décisions prises en première lecture par la Commission en ce qui concerne certains chapitres des dépenses et des recettes ont été modifiées par des décisions prises ultérieurement sur la base des recommandations faites par le Comité consultatif au sujet de certaines prévisions révisées du Secrétaire général relatives à divers chapitres du budget et au sujet des crédits nécessaires pour appliquer les résolutions adoptées par l'Assemblée générale à sa session en cours sur la recommandation d'autres grandes commissions.

41. Les montants approuvés par la Cinquième Commission pour les divers chapitres du budget-programme pour l'exercice biennal 1988-1989 s'établissent comme suit ;

14/ Ibid., Supplément No 30 (A/42/30 et Corr.1).

Chapitre	Montant approuvé	Total
(En milliers de dollars des Etats-Unis)		
<u>Chapitre des dépenses</u>		
<u>1. Politique, direction et coordination d'ensemble</u>		
I. Montant approuvé en première lecture à la 28e séance	42 382,0	
II. Montants estimatifs révisés <u>15/</u> :		
Montants estimatifs révisés comme suite aux décisions prises par le Conseil économique et social à ses première et seconde sessions ordinaire de 1987 (A/C.5/42/16 et Add.1, A/42/7/Add.4, A/C.5/42/SR.59)	148,5	
Effet de l'évolution des taux de change et d'inflation (A/C.5/42/50, A/C.5/42/SR.66)	2 298,4	
III. Incidences financières :		
La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales (A/C.5/42/27, A/C.5/42/SR.24, A/42/723, résolution 42/15 de l'Assemblée générale)	104,0	
Total, chapitre premier		44 932,9

15/ Lorsque la Cinquième Commission s'est prononcée sur l'ensemble du chapitre en première lecture, elle a tenu compte de la décision qu'elle avait prise sur les montants estimatifs révisés à prévoir pour l'application de la résolution 41/213 de l'Assemblée générale : aspects touchant le programme et le budget - mise à jour du rapport intérimaire du Secrétaire général (A/42/234 et Corr.1), le rapport du Secrétaire général à la Cinquième Commission (A/C.5/42/2/Rev.1) et le rapport du Comité consultatif (A/42/7/Add.2).

Chapitre	Montant approuvé	Total
(En milliers de dollars des Etats-Unis)		
2A. <u>Affaires politiques et affaires du Conseil de sécurité; maintien de la paix</u>		
I. Montant approuvé en première lecture à la 31e séance	75 731,8	
II. Montants estimatifs révisés <u>15/</u> :		
Effet de l'évolution des taux de change et d'inflation (A/C.5/42/58, A/C.5/42/SR.66)	4 730,3	
Total, chapitre 2A		80 462,1
2B. <u>Affaires de désarmement</u>		
I. Montant approuvé en première lecture à la 31e séance	8 755,5	
II. Montants estimatifs révisés :		
Montants estimatifs révisés comme suite aux recommandations du Conseil d'administration de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement figurant dans le rapport du Secrétaire général (A/42/611, A/C.5/42/17, A/C.5/42/SR.31)	169,7	
Effet de l'évolution des taux de change et d'inflation (A/C.5/42/58, A/C.5/42/SR.66)	505,4	
Total, chapitre 2B		9 430,6
3. <u>Affaires politiques, tutelle et décolonisation</u>		
I. Montant approuvé en première lecture à la 31e séance	30 503,7	

/...

Chapitre	Montant approuvé	Total
(En milliers de dollars des Etats-Unis)		
II. Montants estimatifs révisés <u>15/</u> :		
Effet de l'évolution des taux de change et d'inflation (A/C.5/42/58, A/C.5/42/SR.66)	1 320,8	
Total, chapitre 3		31 824,5
4. <u>Organes directeurs (activités économiques et sociales)</u>		
I. Montant approuvé en première lecture à la 32e séance	1 149,4	
II. Montants estimatifs révisés :		
Montants estimatifs révisés comme suite aux décisions prises par le Conseil économique et social à ses première et seconde sessions ordinaire de 1987 (A/C.5/42/16 et Add.1, A/42/7/Add.4)	668,9	
Effet de l'évolution des taux de change et d'inflation (A/C.5/42/58, A/C.5/42/SR.66)	222,3	
Total, chapitre 4		2 040,6
5A. <u>Bureau du Directeur général au développement et à la coopération économique internationale</u>		
I. Montant approuvé en première lecture à la 33e séance	3 783,0	
II. Montants estimatifs révisés <u>15/</u> :		
Effet de l'évolution des taux de change et d'inflation (A/C.5/42/58, A/C.5/42/SR.66)	57,1	
Total, chapitre 5A		3 840,1
5B. <u>Bureau de liaison des commissions régionales</u>		
I. Montant approuvé en première lecture à la 33e séance	628,9	

Chapitre	Montant approuvé	Total
(En milliers de dollars des Etats-Unis)		
II. Montants estimatifs révisés :		
Effet de l'évolution des taux de change et d'inflation (A/C.5/42/58, A/C.5/42/SR.66)	12,1	
Total, chapitre 5B		641,0
6A. <u>Département des affaires économiques et sociales internationales</u>		
I. Montant approuvé en première lecture à la 33e séance	39 083,0	
II. Montants estimatifs révisés 15/ :		
Effet de l'évolution des taux de change et d'inflation (A/C.5/42/58, A/C.5/42/SR.66)	1 197,5	
Total, chapitre 6A		40 280,5
6B. <u>Activités concernant les questions de développement social à l'échelle mondiale</u>		
I. Montant approuvé en première lecture à la 33e séance	9 354,2	
II. Montants estimatifs révisés 15/ :		
Montants estimatifs révisés comme suite aux décisions prises par le Conseil économique et social à ses première et seconde sessions ordinaires de 1987 (A/C.5/42/16 et Add.1, A/42/7/Add.4, A/C.5/42/SR.59)	23,8	
Effet de l'évolution des taux de change et d'inflation (A/C.5/42/58, A/C.5/42/SR.66)	2 629,1	
Total, chapitre 6B		12 007,1

/...

Chapitre	Montant approuvé	Total
	(En milliers de dollars des Etats-Unis)	
7. <u>Département de la coopération technique pour le développement</u>		
I. Montant approuvé en première lecture à la 36e séance	19 042,5	
II. Montants estimatifs révisés :		
Effet de l'évolution des taux de change et d'inflation (A/C.5/42/58, A/C.5/42/SR.66)	880,4	
Total, chapitre 7		19 922,9
9. <u>Sociétés transnationales</u>		
I. Montant approuvé en première lecture à la 36e séance	9 210,3	
II. Montants estimatifs révisés :		
Effet de l'évolution des taux de change et d'inflation (A/C.5/42/58, A/C.5/42/SR.66)	318,9	
Total, chapitre 9		9 529,2
10. <u>Commission économique pour l'Europe</u>		
I. Montant approuvé en première lecture à la 36e séance	28 926,1	
II. Montants estimatifs révisés :		
Effet de l'évolution des taux de change et d'inflation (A/C.5/42/58, A/C.5/42/SR.66)	6 871,3	
Total, chapitre 10		35 797,4

Chapitre	Montant approuvé	Total
	(En milliers de dollars des Etats-Unis)	
11. <u>Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique</u>		
I. Montant approuvé en première lecture à la 37e séance	32 135,9	
II. Montants estimatifs révisés :		
Effet de l'évolution des taux de change et d'inflation (A/C.5/42/58, A/C.5/42/SR.66)	1 347,1	
Total, chapitre 11		33 483,0
12. <u>Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes</u>		
I. Montant approuvé en première lecture à la 38e séance	39 458,4	
II. Montants estimatifs révisés :		
Effet de l'évolution des taux de change et d'inflation (A/C.5/42/58, A/C.5/42/SR.66)	3 611,5	
Total, chapitre 12		43 069,9
13. <u>Commission économique pour l'Afrique</u>		
I. Montant approuvé en première lecture à la 50e séance	42 556,0	
II. Montants estimatifs révisés :		
Effet de l'évolution des taux de change et d'inflation (A/C.5/42/58, A/C.5/42/SR.66)	1 678,6	
Total, chapitre 13		44 234,6

/...

Chapitre	Montant approuvé	Total
(En milliers de dollars des Etats-Unis)		
14. <u>Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale</u>		
I. Montant approuvé en première lecture à la 40e séance	31 944,5	
II. Montants estimatifs révisés :		
Effet de l'évolution des taux de change et d'inflation (A/C.5/42/58, A/C.5/42/SR.66)	655,4	
Total, chapitre 14		32 599,9
15. <u>Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement</u>		
I. Montant approuvé en première lecture à la 41e séance	63 215,8	
II. Montants estimatifs révisés :		
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement : travaux préparatoires requis pour que le Fonds commun pour les produits de base entre en activité (A/C.5/42/5, A/C.5/42/SR.41)	942,0	
Effet de l'évolution des taux de change et d'inflation (A/C.5/42/58, A/C.5/42/SR.66)	14 778,2	
Total, chapitre 15		78 936,0
16. <u>Centre du commerce international</u>		
I. Montant approuvé en première lecture à la 38e séance	12 242,8	
Total, chapitre 16		12 242,8

Chapitre	Montant approuvé	Total
(En milliers de dollars des Etats-Unis)		
17. <u>Centre pour la science et la technique au service du développement</u>		
I. Montant approuvé en première lecture à la 41e séance	3 887,2	
II. Montants estimatifs révisés :		
Effet de l'évolution des taux de change et d'inflation (A/C.5/42/58, A/C.5/42/SR.66)	84,1	
Total, chapitre 17		3 971,3
18. <u>Programme des Nations Unies pour l'environnement</u>		
I. Montant approuvé en première lecture à la 50e séance	10 286,5	
II. Montants estimatifs révisés :		
Effet de l'évolution des taux de change et d'inflation (A/C.5/42/58, A/C.5/42/SR.66)	364,6	
Total, chapitre 18		10 651,1
19. <u>Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)</u>		
I. Montant approuvé en première lecture à la 41e séance	8 100,0	
II. Montants estimatifs révisés :		
Effet de l'évolution des taux de change et d'inflation (A/C.5/42/58, A/C.5/42/SR.66)	256,1	
Total, chapitre 19		8 356,1
20. <u>Contrôle international des drogues</u>		
I. Montant approuvé en première lecture à la 41e séance	6 698,6	

/...

Chapitre	Montant approuvé	Total
(En milliers de dollars des Etats-Unis)		
II. Montants estimatifs révisés :		
Effet de l'évolution des taux de change et d'inflation (A/C.5/42/58, A/C.5/42/SR.66)	2 051,6	
Total, chapitre 20		8 750,2
21. <u>Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés</u>		
I. Montant approuvé en première lecture à la 41e séance	35 339,0	
II. Montants estimatifs révisés :		
Effet de l'évolution des taux de change et d'inflation (A/C.5/42/58, A/C.5/42/SR.66)	4 105,4	
Total, chapitre 21		39 444,4
22. <u>Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe</u>		
I. Montant approuvé en première lecture à la 41e séance	6 082,5	
II. Montants estimatifs révisés :		
Effet de l'évolution des taux de change et d'inflation (A/C.5/42/58, A/C.5/42/SR.66)	1 206,9	
Total, chapitre 22		7 289,4
23. <u>Droits de l'homme</u>		
I. Montant approuvé en première lecture à la 42e séance	13 798,9	
II. Montants estimatifs révisés :		
Effet de l'évolution des taux de change et d'inflation (A/C.5/42/58, A/C.5/42/SR.66)	3 209,9	
Total, chapitre 23		17 008,8

Chapitre	Montant approuvé	Total
(En milliers de dollars des Etats-Unis)		
24. <u>Programme ordinaire de coopération technique</u>		
I. Montant approuvé en première lecture à la 42e séance	31 147,1	
II. Montants estimatifs révisés :		
Effet de l'évolution des taux de change et d'inflation (A/C.5/42/58, A/C.5/42/SR.66)	1 199,0	
Total, chapitre 24		32 346,1
25. <u>Cour internationale de Justice</u>		
I. Montant approuvé en première lecture à la 42e séance	11 012,1	
II. Montants estimatifs révisés :		
Effet de l'évolution des taux de change et d'inflation (A/C.5/42/58, A/C.5/42/SR.66)	1 515,6	
Total, chapitre 25		12 527,7
26. <u>Activités juridiques</u>		
I. Montant approuvé en première lecture à la 42e séance	15 390,4	
II. Montants estimatifs révisés :		
Effet de l'évolution des taux de change et d'inflation (A/C.5/42/58, A/C.5/42/SR.66)	1 315,6	
Total, chapitre 26		16 706,0
27. <u>Information</u>		
I. Montant approuvé en première lecture à la 47e séance	73 426,8	

Chapitre	Montant approuvé	Total
	(En milliers de dollars des Etats-Unis)	
II. Montants estimatifs révisés <u>15/</u> :		
Montants estimatifs révisés comme suite aux décisions prises par le Conseil économique et social à ses première et seconde sessions ordinaires de 1987 (A/C.5/42/16 et Add.1, A/42/7/Add.4, A/C.5/42/SR.59)	59,3	
Effet de l'évolution des taux de change et d'inflation (A/C.5/42/58, A/C.5/42/SR.66)	3 515,6	
Total, chapitre 27		77 001
28. <u>Administration et gestion</u>		
I. Montant approuvé en première lecture à la 46e séance <u>16/</u>	344 424,7	
II. Montants estimatifs révisés :		
Effet de l'évolution des taux de change et d'inflation (A/C.5/42/58, A/C.5/42/SR.66)	32 725,3	
Total, chap. 28		377 150
29. <u>Services de conférence et bibliothèques</u>		
I. Montant approuvé en première lecture à la 47e séance	296 564,4	

16/ Lorsque la Cinquième Commission s'est prononcée sur l'ensemble du chapitre en première lecture, elle a tenu compte de la décision qu'elle avait prise sur les montants estimatifs révisés à prévoir pour l'application de la résolution 41/213 de l'Assemblée générale : aspects touchant le programme et le budget - mise à jour du rapport intérimaire du Secrétaire général (A/42/234 et Corr.1), le rapport du Secrétaire général à la Cinquième Commission (A/C.5/42/2/Rev.1) et le rapport du Comité consultatif (A/42/7/Add.2) sur les montants estimatifs révisés au chapitre 28I, partie 1 (Commission de la fonction publique internationale) (A/C.5/42/1).

Chapitre	Montant approuvé	Total
(En milliers de dollars des États-Unis)		
II. Montants estimatifs révisés :		
Effet de l'évolution des taux de change et d'inflation (A/C.5/42/58, A/C.5/42/SR.66)	37 214,8	
Total, chapitre 29		333 779,2
30. <u>Obligations émises par l'Organisation des Nations Unies</u>		
I. Montant approuvé en première lecture à la 48e séance	3 520,8	
Total, chapitre 30		3 520,8
31. <u>Contributions du personnel</u>		
I. Montant approuvé en première lecture à la 50e séance	262 282,2	
II. Montants estimatifs révisés <u>16/</u> :		
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement : travaux préparatoires requis pour que le Fonds commun entre en activité (A/C.5/42/5, A/C.5/42/SR.41) <u>17/</u>	49,7	
Montants estimatifs révisés comme suite aux décisions prises par le Conseil économique et social à ses première et seconde sessions ordinaires de 1987 (A/C.5/42/16 et Add.1, A/42/7/Add.4, A/C.5/42/SR.59)	39,3	

17/ La Commission a approuvé ce montant à sa 41e séance pour tenir compte des effets découlant de l'approbation des montants estimatifs révisés présentés dans le document A/C.5/42/5, que la Commission avait approuvé à la même séance en ce qui concerne les dépenses à inscrire au chapitre 15.

/...

Chapitre	Montant approuvé	Total
	(En milliers de dollars des Etats-Unis)	
Effet de l'évolution des taux de change et d'inflation (A/C.5/42/58, A/C.5/42/SR.66)	4 234,7	
Total, chapitre 31		266 605,9
32. <u>Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien</u>		
I. Montant approuvé en première lecture à la 49e séance	17 874,8	
II. Montants estimatifs révisés :		
Effet de l'évolution des taux de change et d'inflation (A/C.5/42/58, A/C.5/42/SR.66)	1 327,7	
Total, chapitre 32		19 202,5
<u>Chapitres des recettes</u>		
1. <u>Recettes provenant des contributions du personnel</u>		
I. Montant approuvé en première lecture à la 50e séance	265 797,1	
II. Montants estimatifs révisés <u>16/</u> :		
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement : travaux préparatoires requis pour que le Fonds commun pour les produits de base entre en activité (A/C.5/42/5, A/C.5/42/SR.41) <u>17/</u>	49,7	
Montants estimatifs révisés comme suite aux décisions prises par le Conseil économique et social à ses première et seconde sessions ordinaires de 1987 (A/C.5/42/16 et Add.1, A/42/7/Add.4, A/C.5/42/SR.59)	39,3	

Chapitre	Montant approuvé	Total
	(En milliers de dollars des Etats-Unis)	
Effet de l'évolution des taux de change et d'inflation (A/C.5/42/58, A/C.5/42/SR.66)	5 133,8	
Total, chapitre premier des recettes		271 019,9
2. <u>Recettes générales</u>		
I. Montant approuvé en première lecture à la 48e séance	51 136,4	
II. Montants estimatifs révisés :		
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement : travaux préparatoires requis pour que le Fonds commun pour les produits de base entre en activité (A/C.5/42/5, A/C.5/42/SR.41) 17/	1 750,5	
Effet de l'évolution des taux de change et d'inflation (A/C.5/42/58, A/C.5/42/SR.66)	1 655,4	
Total, chapitre 2 des recettes		54 542,3
3. <u>Activités productrices de recettes</u>		
I. Montant approuvé en première lecture à la 48e séance	14 088,0	
II. Montants estimatifs révisés :		
Effet de l'évolution des taux de change et d'inflation (A/C.5/42/58, A/C.5/42/SR.66)	(2 320,0)	
Total, chapitre 3 des recettes		11 768,0
Total, chapitres des recettes		337 330,2

42. A sa 67e séance, le 19 décembre, la Commission a examiné en deuxième lecture le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1988-1989. Les résultats du vote ont été les suivants :

	Montant recommandé	Voix pour	Voix contre	Abstentions
(En dollars des Etats-Unis)				
<u>Chapitres des dépenses</u>				
1. Politique, direction et coordination d'ensemble	44 932 900	Approuvé sans vote		
2A. Affaires politiques et affaires du Conseil de sécurité ; maintien de la paix	80 462 100	Approuvé sans vote		
2B. Affaires de désarmement	9 430 600	Approuvé sans vote		
3. Affaires politiques, tutelle et décolonisation	31 824 500	Approuvé sans vote		
4. Organes directeurs (activités économiques et sociales)	2 040 600	Approuvé sans vote		
5A. Bureau du Directeur général au développement et à la coopération économique internationale	3 840 100	Approuvé sans vote		
5B. Bureau de liaison des commissions régionales	641 000	Approuvé sans vote		
6A. Département des affaires économiques et sociales internationales	40 280 500	Approuvé sans vote		
6B. Activité concernant les questions de développement social à l'échelle mondiale	12 007 100	Approuvé sans vote		
7. Département de la coopé- ration technique pour le développement	19 922 900	Approuvé sans vote		

	Montant recommandé	Voix pour	Voix contre	Abstentions
	(En dollars des Etats-Unis)			
9. Sociétés transnationales	9 529 200	Approuvé sans vote		
10. Commission économique pour l'Europe	35 797 400	Approuvé sans vote		
11. Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	33 483 000	Approuvé sans vote		
12. Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes	43 069 900	Approuvé sans vote		
13. Commission économique pour l'Afrique	44 234 600	Approuvé sans vote		
14. Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale	32 599 900	82	2	0
15. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	78 936 000	Approuvé sans vote		
16. Centre du commerce international	12 242 800	Approuvé sans vote		
17. Centre pour la science et la technique au service du développement	3 971 300	Approuvé sans vote		
18. Programme des Nations Unies pour l'environnement	10 651 100	Approuvé sans vote		
19. Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)	8 356 100	Approuvé sans vote		
20. Contrôle international des drogues	8 750 200	Approuvé sans vote		

	Montant recommandé	Voix pour	Voix contre	Abstentions
	(En dollars des Etats-Unis)			
21. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	39 444 400	Approuvé sans vote		
22. Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe	7 289 400	Approuvé sans vote		
23. Droits de l'homme	17 008 800	Approuvé sans vote		
24. Programme ordinaire de coopération technique	32 346 100	Approuvé sans vote		
25. Cour internationale de Justice	12 527 700	Approuvé sans vote		
26. Activités juridiques	16 706 000	Approuvé sans vote		
27. Information	77 001 700	Approuvé sans vote		
28. Administration et gestion	377 150 000	Approuvé sans vote		
29. Services de conférence et bibliothèques	333 779 200	Approuvé sans vote		
30. Obligations émises par l'Organisation des Nations Unies	3 520 800	Approuvé sans vote		
31. Contributions du personnel	266 605 900	Approuvé sans vote		
32. Travaux de construction, transformation et amélio- ration des locaux et gros travaux d'entretien	19 202 500	Approuvé sans vote		
Total, chapitres des dépenses	1 769 586 300			

	Montant recommandé	Voix pour	Voix contre	Abstentions
(En dollars des Etats-Unis)				
<u>Chapitres des recettes</u>				
1. Recettes provenant des contributions du personnel	271 019 900	Approuvé sans vote		
2. Recettes générales	54 542 300	Approuvé sans vote		
3. Activités productrices de recettes	11 768 000	Approuvé sans vote		
Total, chapitres des recettes	337 330 200			

43. Egalement à sa 67e séance, la Commission a adopté les projets de résolution I, II A à C, III et IV (voir par. 63). Les résultats du vote ont été les suivants :

	<u>Voix pour</u>	<u>Voix contre</u>	<u>Abstentions</u>
Projet de résolution I		Adopté sans vote	
Projet de résolution II A (vote enregistré)	80	1	3
Projet de résolution II B		Adopté sans vote	
Projet de résolution II C		Adopté sans vote	
Projet de résolution III		Adopté sans vote	
Projet de résolution IV		Adopté sans vote	

Pour le projet de résolution II A, les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Algérie, Allemagne, République fédérale d', Argentine, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Belgique, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Danemark, Espagne, Ethiopie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Ghana, Grèce, Guatemala, Hongrie, Inde, Indonésie, Irlande, Islande, Italie, Jamahiriya arabe libyenne,

/...

Jamaïque, Koweït, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Maroc, Mexique, Mongolie, Niger, Nigéria, Norvège, Oman, Ouganda, Pakistan, Pays-Bas, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République démocratique allemande, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Singapour, Soudan, Suède, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

Ont voté contre : Israël.

Se sont abstenus : Australie, Etats-Unis d'Amérique, Japon.

44. Avant l'adoption du projet de résolution II A, le représentant de l'URSS a proposé puis retiré les deux amendements ci-après :

a) Au paragraphe 1 du projet de résolution II A, remplacer le chiffre "1 769 586 300 dollars" par le chiffre "1 milliard 711 millions de dollars";

b) Ajouter un nouveau paragraphe 2 libellé comme suit :

"Considérant qu'il est souhaitable de ne pas dépasser, pendant l'exercice biennal 1988-1989, dans la mesure du possible, le montant global des crédits ouverts mentionné ci-dessus, prie les organes intergouvernementaux et le Secrétaire général de ne ménager aucun effort pour atteindre cet objectif conformément aux règlements et règles régissant la planification des programmes et l'établissement du budget à l'Organisation des Nations Unies".

IV. EXAMEN DE SUJETS PARTICULIERS

1. Montants estimatifs révisés au chapitre 28I, partie 1 (Commission de la fonction publique internationale), au chapitre 3I (Contributions du personnel), au chapitre premier des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel) et au chapitre 2 des recettes (Recettes générales)

45. La Commission a étudié cette question lorsqu'elle a examiné en première lecture les dépenses prévues au chapitre 28I, de sa 44e à sa 46e séance, les 25 et 27 novembre. Elle était saisie du rapport du Secrétaire général (A/C.5/42/1) et du rapport correspondant du Comité consultatif (A/42/7/Add.1).

46. A sa 46e séance, le 27 novembre, la Commission a décidé d'approuver en première lecture le chapitre 28, étant entendu qu'elle reviendrait avant la deuxième lecture sur la question des études que devrait réaliser la Commission de la fonction publique internationale.

2. Application de la résolution 41/213 de l'Assemblée générale :
aspects touchant le programme et le budget - mise à jour du
rapport intérimaire du Secrétaire général

47. La Commission a examiné cette question lors du débat général et de l'examen en première lecture du projet de budget-programme, de sa 14e à sa 25e séance et à sa 27e séance, du 19 octobre au 9 novembre et le 10 novembre. Elle était saisie du rapport du Secrétaire général (A/C.5/42/2/Rev.1) et du rapport correspondant du Comité consultatif (A/42/7/Add.2).

48. La Commission a examiné les prévisions révisées présentées par le Secrétaire général aux séances suivantes : chapitre premier, 28e séance; chapitre 2A, 31e séance; chapitre 3, 31e séance; chapitre 5A, 33e séance; chapitre 6A, 33e séance; chapitre 6B, 33e séance; chapitre 8, 34e séance; chapitre 27, 47e séance et chapitre 28, 46e séance. Les crédits à inscrire à ces chapitres ont été approuvés en première lecture, compte tenu de ces prévisions révisées.

3. Montants estimatifs révisés au chapitre 32 (Travaux de
construction, transformation et amélioration des locaux
et gros travaux d'entretien)

49. La Commission a examiné cette question à sa 49e séance, le 1er décembre. Elle était saisie du rapport du Secrétaire général (A/C.5/42/4) et du rapport correspondant du Comité consultatif (A/42/7/Add.3).

4. Montants estimatifs révisés au chapitre 15 (Conférence des
Nations Unies sur le commerce et le développement), au
chapitre 31 (Contributions du personnel), au chapitre premier
des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel)
et au chapitre 2 des recettes (Recettes générales)

50. La Commission a examiné cette question à sa 41e séance, le 23 novembre. Elle était saisie du rapport du Secrétaire général (A/C.5/42/5). Le Président du Comité consultatif a présenté oralement le rapport de ce comité. La Commission a approuvé, sans procéder à un vote, l'ouverture d'un crédit supplémentaire de 942 000 dollars au chapitre 15 et l'inscription au chapitre 31 d'un montant de 49 700 dollars, compensé par une augmentation équivalente des recettes au chapitre premier des recettes. Elle a approuvé par la suite un montant de 1 750 500 dollars au chapitre 2 des recettes (Recettes générales) à sa 67e séance, le 19 décembre.

5. Centre international de calcul : projet de budget pour 1988

51. La Commission a examiné cette question à sa 45e séance, le 25 novembre. Elle était saisie d'un rapport du Secrétaire général (A/C.5/42/8). Le Président du Comité consultatif a présenté oralement le rapport de ce comité. A la même séance, la Commission a décidé, sans procéder à un vote, de recommander à l'Assemblée générale d'approuver le projet de budget du Centre international de calcul pour l'année 1988 (voir par. 68, projet de résolution I, sect. I).

6. Prêt à l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel : crédit spécial ouvert aux termes de la résolution 40/253 de l'Assemblée générale

52. La Commission a examiné cette question à sa 48e séance, le 30 novembre. Elle était saisie du rapport du Secrétaire général (A/C.5/42/10) et du rapport correspondant du Comité consultatif (A/42/7/Add.5). A la même séance, la Commission a approuvé les recommandations du Comité consultatif concernant les modalités selon lesquelles l'ONUDI rembourserait le solde de 16 millions de dollars en 1988 (8 millions de dollars) et en 1989 (8 millions de dollars).

7. Montants estimatifs révisés comme suite aux décisions prises par le Conseil économique et social à ses première et seconde sessions ordinaires de 1987

53. La Commission a examiné cette question à sa 59e séance, le 10 décembre. Elle était saisie du rapport du Secrétaire général (A/C.5/42/16 et Add.1) et du rapport correspondant du Comité consultatif (A/42/7/Add.4). A la même séance, la Commission a approuvé, sans procéder à un vote, l'ouverture au projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1988-1989 d'un crédit supplémentaire, qui se répartissait comme suit : 668 900 dollars au chapitre 4, 23 800 dollars au chapitre 6B et 59 300 dollars au chapitre 27. La Commission a également approuvé l'ouverture d'un crédit supplémentaire de 39 300 dollars au chapitre 31 (Contributions du personnel) compensée par une augmentation équivalente des recettes au chapitre premier (Recettes provenant des contributions du personnel).

54. Toujours à la même séance, la Commission a décidé, par 79 voix contre une, avec 18 abstentions, d'informer l'Assemblée générale que, si elle adoptait la recommandation formulée par le Conseil économique et social dans sa résolution 1987/94 il faudrait ouvrir un crédit supplémentaire de 148 500 dollars au chapitre premier. Le vote a été enregistré et les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Arabie saoudite, Argentine, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bénin, Birmanie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Canada, Chili, Chine, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Danemark, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Espagne, Ethiopie, Fidji, Finlande, Gabon, Grèce, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Inde, Indonésie, Irlande, Islande, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Lesotho, Libéria, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Maroc, Mexique, Mozambique, Népal, Niger, Nigéria, Norvège, Oman, Ouganda, Pakistan, Pérou, Philippines, Qatar, République centrafricaine, Rwanda, Sénégal, Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suriname, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Venezuela, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

Ont voté contre : Etats-Unis d'Amérique.

Se sont abstenus : Allemagne, République fédérale d', Australie, Belgique, Bulgarie, France, Israël, Italie, Japon, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République démocratique allemande, République socialiste soviétique d'Ukraine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Viet Nam.

8. Montants estimatifs révisés au chapitre 28E (Division des services de gestion)

55. La Commission a examiné cette question à sa 44e séance, le 25 novembre. Elle était saisie du rapport du Secrétaire général (A/C.5/42/18) et du rapport correspondant du Comité consultatif (A/42/7/Add.6). La Commission, qui a examiné la question lorsqu'elle a approuvé le chapitre 28 en première lecture, a adopté la recommandation qui figurait au paragraphe 10 du rapport du Comité consultatif.

9. Service des conférences unique pour les organismes des Nations Unies au Centre international de Vienne

56. La Commission a examiné cette question à ses 23e, 46e, 47e et 65e séances, les 6 et 27 novembre et 17 décembre. Elle était saisie du rapport du Secrétaire général (A/C.5/42/22). A sa 23e séance, la Commission a décidé d'examiner cette question dans le cadre du chapitre 29, lorsqu'elle passerait en revue les services de conférence nécessaires à l'Office des Nations Unies à Vienne et les rapports existants entre l'ONU et l'ONUDI.

57. A sa 65e séance, sur la proposition du Président, la Commission a décidé, sans opposition, de recommander à l'Assemblée générale de prendre acte du rapport du Secrétaire général et d'approuver les observations qu'il avait formulées à la section III du rapport (voir par. 8, projet de résolution I, sect. VII).

10. Montants estimatifs révisés résultant de la recommandation du Conseil d'administration de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement figurant dans le rapport du Secrétaire général (A/42/611)

58. La Commission a examiné cette question à sa 31e séance, le 13 novembre. Elle était saisie du rapport du Secrétaire général (A/C.5/42/17). Le Président du Comité consultatif a présenté oralement le rapport de ce comité.

59. A la même séance, la Commission a approuvé, par 90 voix contre 7, avec une abstention, l'ouverture d'un crédit supplémentaire de 169 700 dollars au chapitre 2B. Le vote a été enregistré et les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Algérie, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Bénin, Birmanie, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Danemark, Egypte, Emirats arabes unis, Espagne, Ethiopie, Fidji, Finlande, France, Ghana, Grèce, Guinée, Guinée-Bissau, Hongrie, Inde, Indonésie, Irlande, Islande, Jamahiriya arabe libyenne,

Jamaïque, Jordanie, Koweït, Lesotho, Libéria, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Maroc, Mexique, Mongolie, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, République centrafricaine, République démocratique allemande, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Rwanda, Sénégal, Singapour, Somalie, Soudan, Suède, Swaziland, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela, Viet Nam, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zaïre, Zimbabwe.

Ont voté contre : Allemagne, République fédérale d', Belgique, Etats-Unis d'Amérique, Japon, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Se sont abstenus : Italie.

11. Montants estimatifs révisés : effet de l'évolution des taux de change et d'inflation

60. La Commission a examiné cette question à ses 65e et 66e séances, les 17 et 18 décembre. Elle était saisie du rapport du Secrétaire général (A/C.5/42/58). Le Président du Comité consultatif a présenté oralement le rapport de ce comité. A sa 66e séance, la Commission a approuvé l'ouverture de crédits supplémentaires d'un montant total de 137 441 300 dollars aux chapitres des dépenses du budget-programme de l'exercice biennal 1988-1989, ainsi que des prévisions de recettes supplémentaires d'un montant de 4 469 200 dollars aux chapitres des recettes du budget-programme.

12. Traitement et pension de retraite du Secrétaire général et traitement du Directeur général au développement et à la coopération économique internationale et de l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement

61. La Commission a examiné cette question à sa 66e séance, le 18 décembre. Elle était saisie du rapport du Comité consultatif (A/42/7/Add.10). A la même séance, la Commission a décidé, sans opposition, de recommander à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution recommandé par le Comité consultatif à l'annexe de son rapport (voir par. 68, projet de résolution I, sect. II).

13. Les problèmes et les coûts du stockage dans les organismes des Nations Unies

62. La Commission a examiné cette question à ses 15e, 46e, 47e, 57e et 59 séances, les 22 octobre, 27 novembre et 9 et 10 décembre. Elle était saisie des rapports du Corps commun d'inspection (A/41/806 et Corr. 1 et A/42/724 et Corr.1), des observations du Secrétaire général (A/42/295) et du rapport correspondant du Comité consultatif (A/47/7/Add.9). Elle était également saisie d'un projet de décision proposé par le Président (A/C.5/42/L.13).

63. A sa 59^e séance, la Commission a décidé, sans opposition, de recommander à l'Assemblée générale d'adopter le projet de décision A/C.5/42/L.13 (voir par. 68, projet de résolution I, sect. III).

14. Publications de la Cour internationale de Justice

64. La Commission a examiné cette question à ses 42^e, 57^e et 59^e séances, les 24 novembre et 9 et 10 décembre. Elle était saisie du rapport du Corps commun d'inspection (A/41/591), des observations du Secrétaire général (A/41/591/Add.1) et de la note du Président (A/C.5/42/50). Elle était également saisie d'un projet de décision proposé par le Président (A/C.5/42/L.12).

65. A sa 59^e séance, la Commission a décidé, sans opposition, de recommander à l'Assemblée générale d'adopter le projet de décision A/C.5/42/L.12 (voir par. 68, projet de résolution I, sect. IV).

15. Recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires relatives au projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1988-1989

66. La Commission a examiné cette question à sa 67^e séance, le 19 décembre. Elle était saisie du rapport du Comité consultatif 18/. A la même séance, la Commission a décidé, sans opposition, de recommander à l'Assemblée générale de prier le Secrétaire général de prendre les mesures requises pour améliorer la situation dans les commissions régionales et les unités du Secrétariat où le pourcentage de postes vacants était le plus élevé et de lui en rendre compte, dans le cadre des montants estimatifs révisés pour l'exercice 1988-1989, eu égard aux paragraphes 27 et 28 du rapport du Comité consultatif, et de tenir compte des ressources nécessaires pour les programmes et services des différentes unités du Secrétariat de l'Organisation lorsqu'il appliquerait les recommandations du Comité consultatif (voir par. 68, projet de résolution I, sect. V). La Commission a également décidé de recommander à l'Assemblée d'approuver la recommandation relative aux indemnités de subsistance formulée par le Comité consultatif au paragraphe 79 de son rapport 18/, et de décider d'examiner, à sa quarante-troisième session, la question soulevée au paragraphe 4.14 du rapport du Comité consultatif et de prier le Secrétaire général de réunir les informations voulues (voir par. 68, projet de résolution I, sect. VI).

16. Fonds de réserve dans le budget-programme de l'exercice biennal 1988-1989

67. La Commission a examiné cette question à sa 67^e séance. A cette séance, elle a décidé, sans opposition, de recommander à l'Assemblée générale d'examiner la question à sa quarante-troisième session (voir par. 68, projet de résolution I, sect. VIII).

18/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-deuxième session, Supplément No 7 (A/42/7).

V. RECOMMANDATIONS DE LA CINQUIÈME COMMISSION

68. La Cinquième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter les projets de résolution ci-après :

PROJET DE RESOLUTION I

Questions relatives au projet de budget-programme
pour l'exercice biennal 1988-1989

L'Assemblée générale

I

Centre international de calcul

Approuve les prévisions de dépenses du Centre international de calcul pour l'année 1988 qui s'élèvent à 9 025 000 dollars;

II

Traitement et pension de retraite du Secrétaire général et traitement
du Directeur général au développement et à la coopération économique
internationale et de l'Administrateur du Programme des Nations Unies
pour le développement

Ayant examiné le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires 19/

1. Souscrit aux recommandations concernant le traitement brut et la pension de retraite du Secrétaire général formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires au paragraphe 3 de son rapport;

2. Souscrit également aux recommandations concernant le traitement brut du Directeur général au développement et à la coopération économique internationale et de l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires au paragraphe 4 de son rapport;

3. Approuve, avec effet au 1er avril 1988, la modification ci-après au Statut du personnel de l'Organisation des Nations Unies :

ANNEXE I DU STATUT DU PERSONNEL

Barème des traitements et dispositions connexes

Au paragraphe 1, il convient de modifier le montant du traitement de l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement et du

Directeur général au développement et à la coopération économique internationale qui est désormais de 131 981 dollars des Etats-Unis.

III

Les problèmes et les coûts du stockage dans les organismes des Nations Unies

1. Prend acte du rapport du Corps commun d'inspection intitulé "Les problèmes et les coûts du stockage dans les organismes des Nations Unies" 20/ et de l'additif audit rapport 21/, des observations y relatives du Secrétaire général 22/ et du Comité administratif de coordination 23/, et du rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires 24/;

2. Approuve les observations et conclusions que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a formulées dans son rapport, en tenant compte des vues exprimées à la Cinquième Commission;

IV

Publications de la Cour internationale de Justice

Ayant examiné le rapport du Corps commun d'inspection intitulé "Publications de la Cour internationale de Justice" 25/ et les observations y relatives du Secrétaire général et de la Cour internationale de Justice 26/,

Rappelant les vues que les Etats Membres ont exprimées à la Cinquième Commission en ce qui concerne les conclusions et recommandations formulées dans le rapport du Corps commun d'inspection, ainsi que la communication adressée au Président de la Cinquième Commission par le Président de la Sixième Commission au sujet dudit rapport 27/,

20/ A/41/806 et Corr.1.

21/ A/42/724 et Corr.1.

22/ A/42/295.

23/ A/42/673.

24/ A/42/7/Add.9.

25/ A/41/591.

26/ A/41/591/Add.1.

27/ A/C.5/42/50.

/...

1. Prend acte du rapport du Corps commun d'inspection ainsi que des observations y relatives du Secrétaire général et de la Cour internationale de Justice;
2. Invite la Cour internationale de Justice à poursuivre l'examen de la question de la diffusion de ses arrêts et avis consultatifs;
3. Prie le Secrétaire général de lui présenter un rapport sur cette question au plus tard à sa quarante-quatrième session;

V

Recommandations générales du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires relatives au projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1988-1989

1. Prie le Secrétaire général de prendre les mesures requises pour améliorer la situation dans les commissions régionales et les unités du Secrétariat où le pourcentage de postes vacants est le plus élevé et de lui en rendre compte, dans le cadre des montants estimatifs révisés pour l'exercice 1988-1989, eu égard aux paragraphes 27 et 28 du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires 28/;
2. Prie également le Secrétaire général de ne pas perdre de vue que les réductions générales opérées à tous les chapitres en application des recommandations du Comité consultatif relatives à l'abattement pour mouvements de personnel et aux soldes non utilisés ont un caractère indicatif, et de tenir compte des ressources nécessaires pour les programmes et services des différentes unités du Secrétariat de l'Organisation lorsqu'il appliquera les recommandations du Comité consultatif;

VI

Recommandations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires aux paragraphes 79 et 4.14 de son premier rapport sur le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1988-1989

Ayant examiné les paragraphes 79 et 4.14 du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires 28/,

1. Approuve la recommandation formulée par le Comité consultatif relative aux indemnités de subsistance au paragraphe 79 de son rapport 28/;
2. Décide d'examiner, à sa quarante-troisième session, la question soulevée au paragraphe 4.14 du rapport du Comité consultatif et prie le Secrétaire général de réunir les informations voulues;

VII

Service des conférences unique pour les organismes des
Nations Unies au Centre international de Vienne

Prend acte du rapport du Secrétaire général 29/ et fait siennes les observations contenues au chapitre III de son rapport;

VIII

Fonds de réserve dans le budget-programme de
l'exercice biennal 1988-1989

Décide d'examiner à sa quarante-troisième session la question du fonds de réserve, compte tenu de la situation pendant la deuxième année de l'exercice biennal 1988-1989.

PROJET DE RESOLUTION II

Budget-programme de l'exercice biennal 1988-1989

A

OUVERTURE DE CREDITS POUR L'EXERCICE BIENNAL 1988-1989

L'Assemblée générale

Décide que, pour l'exercice biennal 1988-1989 :

1. Un crédit de 1 769 586 300 dollars des Etats-Unis est ouvert pour les objets suivants :

Chapitres	Dollars des Etats-Unis
<hr/>	
TITRE PREMIER. - <u>Politique, direction et coordination d'ensemble</u>	
1er. Politique, direction et coordination d'ensemble	44 932 900
Total, titre premier	<u>44 932 900</u>

Chapitres	Dollars des Etats-Unis
TITRE II. - <u>Affaires politiques et affaires du Conseil de sécurité; maintien de la paix</u>	
2A. Affaires politiques et affaires du Conseil de sécurité; maintien de la paix	80 462 100
2B. Affaires de désarmement	9 430 600
Total, titre II	<u>89 892 700</u>
TITRE III. - <u>Affaires politiques, tutelle et décolonisation</u>	
3. Affaires politiques, tutelle et décolonisation	31 824 500
Total, titre III	<u>31 824 500</u>
TITRE IV. - <u>Activités économiques, sociales et humanitaires</u>	
4. Organes directeurs (activités économiques et sociales)	2 040 600
5A. Bureau du Directeur général au développement et à la coopération économique internationale	3 840 100
5B. Bureau de liaison des commissions régionales	641 000
6A. Département des affaires économiques et sociales internationales	40 280 500
6B. Activités concernant les questions de développement social à l'échelle mondiale	12 007 100
7. Département de la coopération technique pour le développement ..	19 922 900
9. Sociétés transnationales	9 529 200
10. Commission économique pour l'Europe	35 797 400
11. Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique ...	33 483 000
12. Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes ...	43 069 900
13. Commission économique pour l'Afrique	44 234 600
14. Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale	32 599 900

/...

Chapitres	Dollars des Etats-Unis
15. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	78 936 000
16. Centre du commerce international	12 242 800
17. Centre pour la science et la technique au service du développement	3 971 300
18. Programme des Nations Unies pour l'environnement	10 651 100
19. Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)	8 356 100
20. Contrôle international des drogues	8 750 200
21. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	39 444 400
22. Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe	7 289 400
23. Droits de l'homme	17 008 800
24. Programme ordinaire de coopération technique	32 346 100
Total, titre IV	<u>496 442 400</u>
<u>TITRE V. - Justice internationale et droit international</u>	
25. Cour internationale de Justice	12 527 700
26. Activités juridiques	16 706 000
Total, titre V	<u>29 233 700</u>
<u>TITRE VI. - Information</u>	
27. Information	77 001 700
Total, titre VI	<u>77 001 700</u>

Chapitres	Dollars des Etats-Unis
TITRE VII. - <u>Services communs d'appui</u>	
28. Administration et gestion	377 150 000
29. Services de conférence et bibliothèques	333 779 200
Total, titre VII	<u>710 929 200</u>
TITRE VIII. - <u>Dépenses spéciales</u>	
30. Obligations émises par l'Organisation des Nations Unies	3 520 800
Total, titre VIII	<u>3 520 800</u>
TITRE IX. - <u>Contributions du personnel</u>	
31. Contributions du personnel	266 605 900
Total, titre IX	<u>266 605 900</u>
TITRE X. - <u>Dépenses d'équipement</u>	
32. Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien	19 202 500
Total, titre X	<u>19 202 500</u>
TOTAL GENERAL	1 769 586 300

2. Le Secrétaire général est autorisé à virer des crédits d'un chapitre à un autre du budget, avec l'assentiment du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;

3. La somme constituée par le total net des crédits ouverts aux divers chapitres du budget pour les travaux contractuels d'imprimerie sera gérée globalement sous la direction du Comité des publications de l'Organisation des Nations Unies;

4. Les crédits ouverts au chapitre 24 (titre IV) pour le programme ordinaire de coopération technique seront gérés conformément au règlement financier de l'Organisation des Nations Unies; toutefois, pour la définition des engagements et leur période de validité, il y aura lieu d'appliquer les dispositions suivantes :

a) Les engagements concernant le louage de services contractés pendant l'exercice biennal en cours demeurent valables pendant l'exercice biennal suivant, à condition que les experts intéressés soient nommés avant la fin de l'exercice biennal en cours et que la durée totale de la période sur laquelle portent les engagements imputés à cette fin sur les ressources de l'exercice biennal en cours ne dépasse pas vingt-quatre mois de travail d'expert;

b) Les engagements concernant les bourses de perfectionnement contractés pendant l'exercice biennal en cours demeurent valables jusqu'à ce qu'ils soient réglés, à condition que le boursier intéressé ait été désigné par le gouvernement qui demande la bourse et accepté par l'Organisation et qu'une lettre officielle d'attribution de bourse ait été adressée audit gouvernement;

c) Les engagements concernant les marchés ou les commandes de fournitures ou de matériel comptabilisés pendant l'exercice biennal en cours demeurent valables jusqu'à ce que le montant en ait été payé à l'adjudicataire ou au vendeur, à moins qu'ils ne soient annulés;

5. Outre les crédits ouverts au paragraphe 1 ci-dessus, un prélèvement de 19 000 dollars sur le revenu accumulé du Fonds de dotation de la Bibliothèque est autorisé pour chacune des années de l'exercice biennal 1988-1989 pour l'achat de livres, de périodiques, de cartes et de matériel de bibliothèque destinés à la Bibliothèque du Palais des Nations et pour les autres dépenses de la Bibliothèque du Palais faites conformément à l'objet du Fonds de dotation et aux dispositions qui régissent celui-ci;

B

PREVISIONS DE RECETTES POUR L'EXERCICE BIENNAL 1988-1989

L'Assemblée générale

Décide que, pour l'exercice biennal 1988-1989 :

1. Les recettes prévues, autres que les contributions des Etats Membres, se chiffrent à 337 330 200 dollars des Etats-Unis, total qui se décompose comme suit :

Chapitres des recettes	Dollars des Etats-Unis
TITRE PREMIER. - <u>Recettes provenant des contributions du personnel</u>	
1. Recettes provenant des contributions du personnel	271 019 900
Total, titre premier	271 019 900

Chapitres des recettes	Dollars des Etats-Unis
TITRE II. - <u>Autres recettes</u>	
2. Recettes générales	54 542 300
3. Activités productrices de recettes	11 768 000
Total, titre II	66 310 300
TOTAL GENERAL	337 330 200

2. Les recettes provenant des contributions du personnel seront créditées au Fonds de péréquation des impôts, conformément aux dispositions de la résolution 973 (X) de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1955;

3. Les dépenses directement imputables à l'Administration postale de l'Organisation des Nations Unies, aux services destinés aux visiteurs, aux restaurants et services annexes, à l'exploitation des garages, aux services de télévision et à la vente des publications, pour lesquelles il n'est pas ouvert de crédits budgétaires, seront imputées sur les recettes provenant de ces services ou activités.

C

EXECUTION DU BUDGET POUR L'ANNEE 1988

L'Assemblée générale

Décide que, pour l'année 1988 :

1. Des dépenses prévues au budget d'un montant total de 884 793 150 dollars des Etats-Unis, représentant la moitié des crédits ouverts pour l'exercice biennal 1988-1989 aux termes de la résolution A ci-dessus, seront couvertes comme suit, conformément aux articles 5.1 et 5.2 du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies :

a) Jusqu'à concurrence de 25 155 150 dollars, par la moitié de la différence entre :

i) Le montant estimatif des recettes approuvées pour l'exercice biennal 1988-1989 dans la résolution B ci-dessus,

ii) Les recettes provenant des contributions du personnel et le montant (16 millions de dollars) prévu au chapitre 2 des recettes au titre du remboursement du prêt consenti à l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel;

b) Jusqu'à concurrence de 859 638 000 dollars, par les contributions dues par les Etats Membres en vertu de la résolution 40/248 de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 1985, relative au barème des quotes-parts pour les années 1986, 1987 et 1988;

2. Il sera déduit des contributions dues par les Etats Membres, conformément aux dispositions de la résolution 973 (X) de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1955, leurs soldes créditeurs respectifs au Fonds de péréquation des impôts, d'un montant total de 135 509 950 dollars, représentant la moitié du montant estimatif des recettes provenant des contributions du personnel qui a été approuvé pour l'exercice biennal 1988-1989 dans la résolution B ci-dessus.

PROJET DE RESOLUTION III

Dépenses imprévues et extraordinaires de l'exercice biennal 1988-1989

L'Assemblée générale

1. Autorise le Secrétaire général, agissant conformément aux dispositions du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies et sous réserve du paragraphe 3 de la présente résolution, après qu'il aura obtenu l'assentiment du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, à contracter pendant l'exercice biennal 1988-1989 des engagements au titre des dépenses imprévues et extraordinaires à effectuer en cours d'exercice ou ultérieurement; l'assentiment du Comité consultatif ne sera toutefois pas nécessaire pour :

a) Les engagements, à concurrence de 2 millions de dollars des Etats-Unis, pour chacune des deux années de l'exercice biennal 1988-1989, dont le Secrétaire général aura attesté qu'ils ont trait au maintien de la paix et de la sécurité;

b) Les engagements dont le Président de la Cour internationale de Justice aura attesté qu'ils ont trait :

- i) Aux dépenses entraînées par la désignation de juges ad hoc (Article 31 du Statut de la Cour), à concurrence de 250 000 dollars;
- ii) Aux dépenses résultant de la désignation d'assesseurs (Article 30 du Statut de la Cour) ou de la citation de témoins et de la désignation d'experts (Article 50 du Statut), à concurrence de 75 000 dollars;
- iii) Aux dépenses entraînées par la tenue de sessions de la Cour ailleurs qu'à La Haye (Article 22 du Statut), à concurrence de 100 000 dollars;

c) Les engagements, à concurrence de 300 000 dollars pour l'exercice biennal 1988-1989, dont le Secrétaire général aura attesté qu'ils sont nécessaires pour financer des mesures de sécurité interorganisations conformément à la section IV de la résolution 36/235 de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 1981;

2. Décide que le Secrétaire général présentera au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et à l'Assemblée générale, lors de ses quarante-troisième et quarante-quatrième sessions, un rapport sur toutes les dépenses engagées en vertu de la présente résolution et sur les circonstances qui les ont motivées et soumettra à l'Assemblée des demandes de crédits additionnels concernant ces engagements;

3. Décide que, si une décision du Conseil de sécurité nécessite l'engagement, avant la quarante-troisième session ou entre la quarante-troisième et la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale, de dépenses au titre du maintien de la paix et de la sécurité d'un montant estimatif supérieur à 10 millions de dollars, le Secrétaire général convoquera l'Assemblée en session extraordinaire pour qu'elle examine la question.

PROJET DE RESOLUTION IV

Fonds de roulement pour l'exercice biennal 1988-1989

L'Assemblée générale

Décide ce qui suit :

1. Le Fonds de roulement est fixé à 100 millions de dollars des Etats-Unis pour l'exercice biennal 1988-1989;

2. Les Etats Membres feront des avances au Fonds de roulement conformément au barème adopté par l'Assemblée générale pour les contributions des Etats Membres au budget de l'année 1988;

3. Viendront en déduction de ces avances :

a) Les crédits, d'un montant ajusté de 1 025 092 dollars, revenant aux Etats Membres en raison du virement d'excédents budgétaires au Fonds de roulement en 1959 et 1960;

b) Les avances en espèces que les Etats Membres auront versées au Fonds de roulement pour l'exercice biennal 1986-1987 en application de la résolution 40/255 de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 1985;

4. Au cas où le total des crédits revenant à un Etat Membre et de ses avances au Fonds de roulement pour l'exercice biennal 1986-1987 excéderait le montant de l'avance qu'il doit verser en application du paragraphe 2 ci-dessus, l'excédent viendra en déduction du montant des contributions dues par cet Etat Membre pour l'exercice biennal 1988-1989;

5. Le Secrétaire général est autorisé à avancer, par prélèvement sur le Fonds de roulement :

a) Les sommes qui pourront être nécessaires pour l'exécution du budget en attendant le recouvrement des contributions, étant entendu que les sommes ainsi avancées devront être remboursées au fur et à mesure du recouvrement des contributions;

b) Les sommes qui pourront être nécessaires pour faire face aux engagements de dépenses dûment autorisés conformément aux résolutions adoptées par l'Assemblée générale, en particulier la résolution 42/xxx du xx décembre 1987, relative aux dépenses imprévues et extraordinaires, étant entendu que le Secrétaire général demandera, dans le projet de budget, des crédits pour rembourser le Fonds de roulement;

c) Des sommes qui, jointes aux montants nets avancés pour le même objet, ne dépassent pas 200 000 dollars, afin de continuer d'alimenter le fonds d'avances remboursables destiné à financer divers achats et opérations amortissables, étant entendu que des avances en sus du total de 200 000 dollars pourront être accordées avec l'assentiment préalable du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;

d) Avec l'assentiment préalable du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, les sommes qui pourront être nécessaires pour couvrir le versement anticipé de primes d'assurance si la période d'assurance se prolonge au-delà de l'exercice biennal au cours duquel le versement est effectué, étant entendu que le Secrétaire général demandera dans le projet de budget de chaque exercice biennal des crédits à cet effet pendant toute la durée des polices, afin de couvrir les sommes dues au titre de l'exercice biennal;

e) Les sommes qui pourront être nécessaires au Fonds de péréquation des impôts pour faire face à ses obligations courantes en attendant qu'il soit crédité des sommes qui doivent venir l'alimenter, étant entendu que les avances ainsi faites seront remboursées dès que le Fonds de péréquation des impôts sera crédité des sommes suffisantes;

6. Au cas où la somme prévue au paragraphe 1 ci-dessus serait insuffisante pour faire face aux besoins de trésorerie qui sont normalement couverts par le Fonds de roulement, le Secrétaire général est autorisé à utiliser pendant l'exercice biennal 1988-1989 des sommes qu'il prélèvera sur les fonds et comptes spéciaux commis à sa garde, aux conditions que l'Assemblée générale a approuvées dans sa résolution 1341 (XIII) du 13 décembre 1958, ou sur le produit d'emprunts autorisés par l'Assemblée.
